

# Les européennes, élection évacuée par les deux grands partis

LE MONDE | 05.10.2013 à 10h25 • Mis à jour le 05.10.2013 à 10h40 | Par [Bastien Bonnefous](#), [Alexandre Lemarié](#) et [Abel Mestre](#)

Pour l'instant, les élections européennes du 25 mai 2014 sont un impensé des partis de gouvernement. Alors que dans le contexte actuel de crise économique en [Europe](#), ce scrutin défouloir par nature s'annonce à haut risque pour le PS au [pouvoir](#) comme pour l'[UMP](#), aucun de ces deux partis ne semble en [avoir](#) pris réellement la mesure.

Les deux formations de gouvernement semblent au contraire mal à l'aise avec ce scrutin, qui risque de [faire rejaillir](#) les divisions internes sur la ligne à [suivre](#), entre tenants du fédéralisme et partisans du souverainisme. Les socialistes qui plaident depuis dix-huit mois pour une "réorientation" de l'Europe sont gênés par la réélection d'Angela Merkel en [Allemagne](#). Surtout si la chancelière, pour [former](#) sa grande coalition interne, accepte de [soutenir](#) leur candidat, le président SPD du Parlement européen Martin Schulz au poste de président de la Commission européenne.

Après plusieurs semaines de tergiversations, la Rue de Solferino semble enfin [avoir](#) tranché sur un point : le calendrier de constitution des listes dans les huit circonscriptions interrégionales. Selon nos informations, la direction du PS devrait [annoncer](#), mardi 8 octobre, la présentation des listes pour le 16 novembre, validée par un vote des militants cinq jours plus tard.

A droite, en revanche, le calendrier fait toujours [jaser](#). Les têtes de listes pour les européennes devraient être désignées courant novembre. Et la composition des listes ne devrait pas être bouclée avant février 2014. "C'est bien trop tard...", se désole un dirigeant de l'UMP. Les rivaux du président du parti, Jean-François Copé, lui reprochent de se [concentrer](#) essentiellement sur les [municipales](#). [Nicolas Sarkozy](#), comme François Fillon, considère que la campagne européenne devrait déjà être au coeur des débats pour ne pas la [laisser](#) aux mains des extrêmes.

## LUTTE DES PLACES

Autre défi : le casting. Le PS cherche à [renouveler](#) ses visages, en tenant compte de la parité et des équilibres internes, alors que beaucoup de ses treize eurodéputés sont en poste depuis longtemps. Si Harlem Désir, premier secrétaire du PS et élu à Strasbourg, sera de nouveau candidat en [Ile-de-France](#), aucun sortant ne veut pour l'instant [laisser](#) sa place.

"Il faudra bien pourtant [toucher](#) à certains d'une manière ou d'une autre", prévient un membre de la direction. Emmanuel Maurel, chef de file de l'aile gauche du parti, souhaite être tête de liste. D'autres noms circulent comme celui du ministre de l'éducation nationale, Vincent Peillon, ou du syndicaliste CFDT de Florange, Edouard Martin.

A droite aussi, la lutte des places a démarré. L'ex-ministre Nadine Morano souhaite être investie dans la région Est. De son côté, Jérôme Lavrilleux, chef de cabinet de M. Copé, a des vues sur la région Nord-Ouest. Le commissaire européen Michel Barnier pourrait être tenté de [redevenir](#) eurodéputé. Les noms de Michèle Alliot-Marie et de Renaud Muselier circulent également. *"Les européennes restent malheureusement perçues comme une institution de recasage"*, se désole un ténor de l'UMP.

Outre la concurrence, pressante, du [Front national](#), le PS comme l'UMP devront [compter](#) en mai sur celle du [centre](#). Les européennes sont en effet un enjeu clé pour le [MoDem](#) de [François Bayrou](#) et l'[UDI](#) de [Jean-Louis Borloo](#). Les deux formations, qui règlent les derniers détails de leur union, veulent [passer](#) leur première épreuve du feu avec le scrutin européen. Ils entendent [renouveler](#) au moins l'ensemble de leurs onze sièges à Strasbourg. *"Il y aura de l'espace pour les défenseurs de l'idée européenne"*, assurent-ils, espérant [redevenir](#) "attractifs" et [influer](#) sur l'UMP, l'empêchant ainsi de se [tourner](#) vers le FN.